

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 DECEMBRE 2016

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 13

Pouvoir : 4

L'an deux mille seize et le douze décembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, LAMBERT Éliane, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

**BERTHIAUX Françoise (pouvoir à BERTHIAUX Lucien),
PALDACCI-UVERNET Antony (pouvoir à M. le MAIRE),
BOISBOURDIN Philippe (pouvoir à PELLERIN Annick),
GARCIA Éric (pouvoir à SILVA Alain),
RONET-YAGUE Delphine,
LESUEUR Frédéric.**

Désignation du secrétaire de séance : M. BESSONE Éric

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire reporte le point n° 7 « Adoption du projet de règlement intérieur du personnel de la Commune de LE THORONET ».

1. NOUVELLES APPELLATIONS DES VOIES APPARTENANT À LA COMMUNE DE LE THORONET

Vu le C.G.C.T. notamment son article L 2121-29,

Vu le Code de la voirie routière,

Considérant que la dénomination des voies communales relève de la compétence du Conseil Municipal,

Considérant la demande de la Poste de supprimer la dénomination de « hameaux » pour faciliter la distribution postale,

Considérant que la démarche de la Poste auprès de la Commune est soutenue par les forces de l'ordre et de secours qui sont amenés à intervenir en urgence sur le territoire,

Considérant que le Conseil Municipal ne peut fixer les dénominations des voies privées bien que le Maire tient de ses pouvoirs généraux de police le droit de contrôler les dénominations de toutes les voies et interdire celles contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public,

Monsieur le Maire présente des propositions de dénomination des voies communales et les soumet au Conseil Municipal.

Pour information : les propriétaires ont choisi de dénommer deux voies privées Place Alfred BERTRAND et Odette BERTRAND

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : D'adopter les dénominations suivantes, selon les plans annexés à la présente,

<u>ANCIENNE DÉNOMINATION</u>	<u>NOUVELLE APPELLATION</u>	<u>VOIES COMMUNALES</u>
Hameau des Bertrands	Chemin des Bertrands	X
Hameau de la Bourgade	Chemin de la Bourgade	X
	Chemin des Mas du Vallon	X
Hameau des Camails	Place des Camails	X
	Rue Maurice Camail	X
Hameau des Codouls	Rue des Mines	X
	Chemin des Codouls	X
	Chemin de la Lumière	X
Partie chemin de la Lumière	Carraire du Grand Jas	X
Hameau des Fadons	Chemin des Fadons	X
	Rue Robert	X
Hameau des Février	Chemin des Février	X
Hameau des Féraud	Chemin des Féraud	X
Hameau du Moutas	Chemin du Moutas	X
Hameau du Villard	Chemin de Gaurand	X
Hameau des Terres Blanches	Chemin des Terres Banches	X
Hameau de Sainte Croix	Chemin de Sainte Croix	X
Sans dénomination (parking de la Poste)	Place Roger VIORT	X

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de communiquer cette information notamment aux services publics et d'accompagner les administrés dans leur démarche de changement d'adresse.

Adopté à l'unanimité

2. <u>COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - DÉLIBÉRATION PORTANT ÉLECTION DES MEMBRES</u>

Vu les articles L.1411-5, D.1411-3 à D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Vu l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Vu la délibération du conseil municipal de LE THORONET en date du 9/11/16 portant « Création de la commission d'ouverture des plis : condition de dépôt des listes pour l'élection des membres ».

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que le C.G.C.T. prévoit la constitution d'une Commission d'Ouverture des Plis pour les cas de délégation de service public. Conformément aux dispositions de la délibération du 9/11/2016 précitée, deux listes se sont présentées, une de la Majorité municipale et une de la Minorité municipale.

Monsieur le Maire propose de composer la Commission sans faire appel aux bulletins secrets.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : De ne pas procéder aux nominations par vote à bulletin secret.

ARTICLE SECOND : De désigner les membres de la **Commission de délégation de service public** comme suivant :

MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Annick PELLERIN Alain MARTIN Alain SILVA	Odile TAXI Philippe BOISBOURDIN Françoise BERTHIAUX

Adopté à l'unanimité

3. MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU 09/11/2016 AYANT POUR OBJET « TARIFICATIONS DES OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC »

Vu la délibération du 09/11/2016 portant sur les tarifications des occupations du domaine public,

Considérant l'erreur de retranscription,

Monsieur le Maire propose de modifier la dite délibération, s'agissant du droit de place pour l'occupation de l'auvent accolé à l'office du tourisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier la délibération du 09/11/2016 ayant pour objet « Tarifications des occupations du domaine public », comme suivant :

Droit de place	
Occupation de l'auvent accolé à l'Office du Tourisme	10 € forfaitaire par mois quelque soit le nombre de jours

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de mettre tout en œuvre pour l'application de la présente délibération adoptée selon les modalités de vote ci-dessus.

Adopté à la majorité

(0 € par mois : Mme DIETRICH-WEISS, M. MARTIN, M. BESSONE ;
5 € par mois : Mme BERGEZ, Mme PELLERIN)

4. CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DU BUREAU DE POSTE DE LE THORONET AVEC INTÉGRATION DES CLAUSES MSAP (MAISON DE SERVICES AU PUBLIC)

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que par convention en date du 23/03/1953, la Commune du Thoronet a mis à disposition l'ensemble du bâtiment de la Poste pour un contrat à durée indéterminée.

Par avenant du 24/02/2009, la Poste a restitué le logement situé à l'étage (occupé initialement par le receveur) pour que la Commune puisse le louer à ses administrés.

Monsieur le Maire rappelle qu'il a toujours tout mis en œuvre pour conserver ce service public postal, véritable lien social pour ses concitoyens. Il a obtenu le maintien de l'amplitude horaire et du distributeur automatique de billets.

Aujourd'hui le service public s'étoffe grâce à l'intégration des services de la Maison de services au public et il convient d'actualiser la convention qui lie la Poste et la Commune.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal
DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public du bureau de poste de LE THORONET avec intégration des clauses MSAP (Maison de Services au public).

Adopté à l'unanimité

5. PARTICIPATION DE LA COMMUNE DE LE THORONET AUX SÉJOURS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DU VAR

Mme TAXI, conseillère municipale déléguée, rappelle au Conseil Municipal que la Communauté de Communes Cœur du Var organise pendant les vacances scolaires des accueils de loisirs et des séjours.

Depuis le 01/01/2013, une nouvelle tarification des activités jeunesse est entrée en vigueur.

La participation des familles s'établit à hauteur de 1% de leur quotient familial pour les accueils de loisirs uniquement.

Par délibération du 18/12/2012, le Conseil Municipal a décidé d'apporter une aide pour ces activités et en a fixé les conditions.

Les séjours n'étant pas soumis à cette nouvelle tarification, une aide avait été fixée à 7 € par jour comme suit.

SEJOURS

<i>Participation de la Commune</i>	<i>Conditions</i>
<i>7 € par jour</i>	<i>25 jours par an pendant les petites vacances scolaires</i> <i>ET</i> <i>30 jours par an pendant les grandes vacances scolaires d'été</i>

Afin de globaliser les périodes de séjours sur l'année, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer les conditions d'octroi des aides communales pour les séjours, comme suit :

SEJOURS

Participation de la Commune	Conditions
7 € par jour	55 jours par an

Vu la précédente délibération,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal
DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accorder une aide financière sous forme de participation versée à la Communauté de Communes Cœur du Var selon les modalités définies ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE SECOND : D'inscrire au budget de chaque exercice les crédits nécessaires au règlement de ces participations.

ARTICLE TROISIEME : Cette délibération annule et remplace la précédente.

Adopté à l'unanimité

**6. INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)
ET COMPLÉMENT INDEMNITAIRE LIÉ À L'ENGAGEMENT
PROFESSIONNEL (CIA) – RIFSEEP**

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

Vu l'Article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié,

Vu le Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié,

Vu le Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 relatif à l'IFSEEP,

Vu la Circulaire RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative au RIFSEEP dans la FPE,

Vu l'Arrêté ministériel y afférent,

Vu l'Avis favorable du Comité Technique en date du 8 Décembre 2016,

Vu la délibération du 18/11/2010 instituant les modalités du régime indemnitaire du personnel œuvrant pour la Commune du Thoronet,

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que les agents publics de la Commune peuvent bénéficier outre leur traitement brut indiciaire, de primes attribuées selon leur fonction et manière de servir.

Une délibération du 18/11/2010 a institué des primes (I.E.M.P., I.A.T., I.H.T.S., I.F.T.S. I.S.M.F.) dont l'intitulé disparaîtra au 01/01/2017.

Désormais, à compter de cette date, seuls l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) et le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) pourront être attribués.

M. le Maire expose que la présente délibération a été soumise, comme la réglementation l'impose, au Comité Technique Paritaire (Centre de Gestion 83), qui a émis un avis favorable.

M. le Maire indique en outre qu'il lui appartient seul, d'attribuer par arrêté municipal les primes aux agents en sa qualité de Chef du personnel.

M. le Maire rappelle que le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire ; cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Seuls les filières administratives et médicosociales sont visées par la présente délibération.

M. le Maire précise que ce même décret a instauré également un complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir (C.I.A.).

Le RIFSEEP se compose donc de deux éléments, l'I.F.S.E. et le C.I.A., qui sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités de même nature à l'exception de celles énumérées par arrêté ministériel (art. 5 décret n°2014-513 du 20 mai 2014)

A - L'I.F.S.E. est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Ces fonctions sont classées au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants (art. 2 décret n° 2014-513 du 20 mai 2014)

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le versement de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est mensuel et son montant fait l'objet d'un réexamen (art. 3 décret. n°2014-513 du 20 mai 2014) :

- En cas de changement de fonctions
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

B - Le C.I.A. tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée au moment de l'évaluation (art. 4 décret n° 2014-513 du 20 mai 2014).

Le versement de ce complément est facultatif (circ. min. du 5 déc. 2014).

Les attributions individuelles, non reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre, peuvent être comprises entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce complément indemnitaire annuel est versé annuellement (art. 4 décret n° 2014-513 du 20 mai 2014)

Considérant qu'il convient d'instaurer dans la collectivité conformément au décret n°2014-513 du 20 mai 2014 :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

RAPPEL DES CRITERES REGLEMENTAIRES :

CRITERE 1	CRITERE 2	CRITERE 3
Fonction d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Technicité, expertise, expérience, qualification nécessaire à l'exercice	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
Responsabilité en matière d'encadrement, de coordination d'une équipe, élaboration et suivi de dossier stratégique et de conduite de projets, élaboration et stratégie budgétaire Responsabilité de formation d'autrui	Connaissance de niveau élémentaire à expertise Autonomie Initiative Diversité des tâches des dossiers Simultanéité des tâches Diversité et élargissement des domaines de compétences Capacité à exploiter l'expérience acquise (diffusion de son savoir à autrui, force de proposition dans un nouveau cadre)	Connaissance de son environnement de travail Régie Responsabilité financière Tension mentale, nerveuse Confidentialité Relations internes Relations externes

CADRES D'EMPLOI CONCERNÉS :

Attachés Territoriaux :

Catégorie statutaire	Groupes	Fonctions définies dans la collectivité (en référence à l'organigramme)	<p>Dans chaque Groupe</p> <p>3 familles de</p> <p><u>critères réglementaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement - Technicité et Expertise - Sujétions particulières <p>permettent une modulation</p>	Montants annuels dans la collectivité		PLAFONDS indicatifs réglementaires
				Montant mini	Montant maxi.	
A	G1	Secrétaire Général	<p>Au titre du critère réglementaire n° 1</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et suivi des dossiers stratégique et de conduite de projets - Elaboration et stratégie budgétaire - Responsable en matière d'encadrement, de Coordination d'une équipe 	0,00 €	36 210 €	36 210 €
	G2	Responsable de Service	<p>Au titre du critère réglementaire n° 2</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de niveau expertise - Diversité et élargissement des domaines de compétences 	0,00 €	32 130 €	32 130 €
	G3	Chargé de mission	<p>Au titre du critère réglementaire n° 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsabilité financière - Tension mentale, nerveuse - Confidentialité - Relations internes - Relations externes 	0,00 €	25 500 €	25 500 €

Adjoints Administratifs Territoriaux :

Catégorie	Groupes	Fonctions définies dans la collectivité (en référence à l'organigramme)	Dans chaque Groupe 3 familles de <u>critères réglementaires</u> - Encadrement - Technicité et Expertise - Sujétions particulières permettent une modulation	Montants annuels dans la collectivité		PLAFONDS indicatifs réglementaires
				Montant mini	Montant maxi.	
C	G1	Gestionnaire de dossier Secrétariat Général Comptable budget principal et annexes Ressources Humaines Urbanisme Affaires Générales État-Civil Élections	<u>Au titre du critère réglementaire n° 2 :</u> - Connaissance de niveau maîtrise - Autonomie et initiative - Diversité et simultanités des tâches des dossiers - Diversité et élargissement des domaines de compétences - Capacités à exploiter l'expérience acquise (force de proposition dans un nouveau cadre) <u>Au titre du critère réglementaire n° 3 :</u> - Connaissance de son environnement de travail - Tension mentale, nerveuse - Confidentialité - Relations internes - Relations externes	0,00 €	10 800 €	10 800 €
	G2	Agent d'accueil	<u>Au titre du critère réglementaire n° 2 :</u> - Autonomie et initiative - Diversité des tâches - Elargissement des domaines de compétences - Capacités à exploiter l'expérience acquise <u>Au titre du critère réglementaire n° 3 :</u> - Connaissance de son environnement de travail - Tension mentale, nerveuse - Confidentialité - Relations internes - Relations externes	0,00 €	9 700 €	9 700 €

Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles :

Catégorie statutaire	Groupes	Fonctions définies <u>dans la collectivité</u> (en référence à l'organigramme)	<p align="center">Dans chaque Groupe 3 familles de <u>critères réglementaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement - Technicité et Expertise - Sujétions particulières <p align="center">permettent une modulation</p>	Montants annuels <u>dans la collectivité</u>		PLAFONDS indicatifs réglementaires
				Montant mini	Montant maxi.	
C	G2	Agents avec qualification – sujétions particulières	<p><u>Au titre du critère réglementaire n°2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de niveau maîtrise - Autonomie et initiative - Maîtriser les règles d'hygiène et de Sécurité - Maîtriser la réglementation en matière de la petite enfance - Diversité et élargissement des domaines de compétences - Autonomie, Initiative - Polyvalence, Réactivité <p><u>Au titre du critère réglementaire n°3 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de son environnement de travail - Méthode, organisation, rigueur - Tension mentale, nerveuse - Savoir travailler en équipe - Confidentialité - Grande disponibilité, discrétion - Relations internes - Relations externes 	0,00 €	10 800 €	10 800 €

- **Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.)**

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis par la délibération afférente à l'entretien professionnel.

Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre, peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Catégorie statutaire	Groupes	Critères de modulation du C.I.A	Montants annuels dans la collectivité		PLAFONDS indicatifs réglementaires
			Montant minimal	Montant maximal	
A	G1	- Niveau de réalisation du projet d'établissement de l'année écoulé	0,00 €	6 390 €	6 390 €
	G2	- Valeur professionnelle	0,00 €	5 670 €	5 670 €
	G3	- Aptitude à exercer ces fonctions - Investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions	0,00 €	4 500 €	4 500 €
C	G1	- Valeur professionnelle de l'agent - Investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions expérience - Sens du service public - Capacité à travailler en équipe - Capacité à s'adapter aux exigences du poste	0,00 €	1 200 €	1 200 €
	G2	- Sens du Service Public - Capacité à travailler en équipe	0.00 €	1 000 €	1 000 €

Bénéficiaires :

Le régime indemnitaire sera appliqué à l'ensemble des agents publics occupant un emploi au sein de l'établissement, qu'ils soient stagiaires, titulaires ou contractuels relevant de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984, et appartenant à l'ensemble des filières représentées dans la collectivité.

1ère mise en œuvre :

Conformément à l'article 6 du décret 2014-513 il est décidé que, lors de la première application des dispositions prévues dans la présente délibération, le montant

indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent, sans préjudice du réexamen au vu de l'expérience acquise.

Conditions d'attributions :

L'autorité territoriale, investie du pouvoir de nomination, détermine le taux individuel applicable à chaque fonctionnaire et agent non titulaire de droit public.

Pour l'ensemble des primes et indemnités susmentionnées les critères de modulation applicables sont ceux prévus pour l'État.

Réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Périodicité de versement :

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Le complément indemnitaire fera l'objet d'un versement selon une périodicité annuel. Le CIA n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Sort du régime indemnitaire pendant les périodes d'éloignement du service :

Il est décidé qu'en ce qui concerne les modalités de maintien ou de suppression du régime indemnitaire et notamment pour le cas des agents momentanément indisponibles, il sera fait application des dispositions applicables aux agents de l'Etat.

Clause de revalorisation :

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence de l'Etat seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Proratisation :

Le régime indemnitaire sera proratisé pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Clause de sauvegarde :

En vertu de l'article 88 de la Loi du 26 janvier 1984, le régime indemnitaire dont bénéficiait un fonctionnaire, en application des dispositions réglementaires antérieures, lui sera maintenu à titre individuel lorsque ce montant se trouve diminué par l'application

ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat, servant de référence.

Date d'application :

Le présent régime indemnitaire entrera en vigueur au **1^{er} Janvier 2017.**

Abrogation des dispositions antérieures :

Toutes dispositions antérieures relatives aux cadres d'emploi sus mentionnés portant sur des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir sont abrogées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal
DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'instituer le RIFSEEP et le CIA dans les conditions exposées ci-dessus, pour tous les cadres d'emploi listés, à compter du 01/01/2017.

ARTICLE SECOND : D'adopter les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation.

ARTICLE TROISIEME : D'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

Adopté à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30

Le secrétaire de séance

M. BESSONE Éric